



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES – v2

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély
Etablissement support du GHT Charente Maritime Sud
11, boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex
Tél. : 05.46.95.12.30 - Courriel : ght.contrat@gh-saintesangely.fr
Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

agissant en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes

OBJET

**PRESTATIONS DE SERVICES DE NETTOYAGE DES
LOCAUX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – TRANCHES	4
ARTICLE 5 – TECHNIQUE D’ACHAT	4
ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 7 – DUREE ET DELAI	5
ARTICLE 8 – ASSURANCES	5
ARTICLE 9 – PRIMES	6
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 11 – MODALITES D’EXECUTION	6
11.1 – Dispositions générales	6
11.2 – Reprise du personnel	6
Habitations et vaccinations	7
11.3 – Stockage, emballage et transport	7
11.4 – Livraison	7
11.5 – Continuité de services	8
ARTICLE 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE	8
12-1 - Clauses d’insertion sociale	8
12-2 - Clause environnementale générale	9
ARTICLE 13 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRANSFERT DE PROPRIETE	9
ARTICLE 14 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 15 - PENALITES	9
<i>Procédure d’application des pénalités</i>	10
<i>Pénalités relatives au lot 1 sous lot 2 avec obligation de résultat</i>	10
<i>Pénalités relatives aux lots 1 (sous lot 1), 2 & 3 pour les prestations avec obligations de moyens</i>	11
<i>Pénalités pour les évaluations de fréquences</i>	11
<i>Autres pénalités</i>	11
<i>Pénalités pour défaut d’insertion</i>	13
ARTICLE 16 – GARANTIE	13
ARTICLE 17 – PRIX	13
17.1 – Contenu des prix	13
17.2 – Marché comportant des prestations de maintenance	14
17.3 – Révision des prix	14
Escomptes	15
17.4 – Conditions commerciales complémentaires	15
ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT	15
18.1 – Avances	15
18.2 – Mode de paiement	16

ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	17
19.1 – Obligation de confidentialité	17
19.2 – Protection des données à caractère personnel	18
ARTICLE 20 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	19
ARTICLE 21 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	19
ARTICLE 22 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN	19
22.1 – Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	19
22.2 – Clause de réexamen.....	20
ARTICLE 23 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 24 - RESILIATION.....	20
ARTICLE 25 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	20
ARTICLE 26 – DEROGATIONS.....	21

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent document a pour objet de définir les clauses administratives particulières du marché public de prestations de services de nettoyage des locaux pour le(s) établissement(s) acheteur(s) suivant(s) :

- ☒ Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély - 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex [établissement support du GHT Charente Maritime Sud – coordonnateur du groupement de commandes]
- ☒ Centre Hospitalier de Boscamnant - Les Bruyères, 17360 BOSCAMNANT [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Groupement d'Intérêt Public (GIP) Blanchisserie interhospitalière de Saintonge, 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex

Un groupement de commandes a été constitué entre les établissements susmentionnés avec pour coordonnateur le Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély. Le coordonnateur assure la passation des marchés publics ainsi que de leurs éventuels reconductions, avenants et résiliations. Chaque établissement membre en assure l'exécution pour ce qui le concerne.

Le présent marché public est régi par le code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION

Le marché public est passé selon :

- ☒ une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le marché public fait l'objet d'une décomposition en lots :

N° lot	Intitulé
1	Prestations de maintien en propreté des locaux pour le GH Saintes – Saint-Jean d'Angély Site de Saintes
2	Prestations de maintien en propreté des locaux pour le GIP Blanchisserie Interhospitalière de Saintonge
3	Prestations de maintien en propreté des locaux pour le CH de Boscamnant

ARTICLE 4 – TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 5 – TECHNIQUE D'ACHAT

En application de l'article L. 2125-1-1° et R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre conclu

à :

- ☒ bons de commande (articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique)

avec :

- ☒ un seul opérateur économique

et :

- ☒ sans minimum mais avec maximum en € HT

Lot	Etablissement	Montant maximum en € HT pour la durée initiale (12 mois)
1	GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély Site de Saintes	405 000,00
2	GIP Blanchisserie	120 000,00
3	CH de Boscamnant	450 000,00

En cas de reconduction, les montants maximums susmentionnés seront identiques pour chaque période de reconduction.

ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes (AE ANX)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes (CCAP ANX)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (CCTP ANX)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services 2021 (CCAG)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Mémoire technique (MEM TECH)
- Les Fiches Techniques (FT)
- La copie du certificat individuel « certibiocide désinfectants » (CERTIF)
- Le questionnaire Responsabilité Sociale et Sociétale (RSS)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché public

ARTICLE 7 – DUREE ET DELAI

Durée du marché public

Le présent marché public est conclu à compter du 1^{er} juin 2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure, pour une durée de :

- 12 mois pour le lot 1
- 12 mois pour le lot 2
- 12 mois pour le lot 3

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période de 12 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le coordonnateur du groupement de commande au moins 3 mois avant la fin de la durée initiale du marché public. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Délai d'exécution des bons de commandes

Se reporter à l'article relatif aux modalités d'exécution.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des établissements acheteurs et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.
À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 – PRIMES

Sans objet.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Pour les marchés de services ou de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations qui lui sont confiées dans les conditions fixées par le chapitre III-Titre IX-Livre I^{er}-Deuxième partie du code de la commande publique.

Quel que soit le rang du sous-traitant, les conditions dans lesquelles il est procédé à son acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement sont les mêmes.

ARTICLE 11 – MODALITES D'EXECUTION

11.1 – Dispositions générales

Dans le cadre de l'exécution des marchés publics confiant l'exécution d'un service public au titulaire et en application des stipulations de la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République sur les contrats de la commande publique, le titulaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Les établissements acheteurs pourront procéder à des contrôles afin de vérifier le respect de ces obligations. A défaut, le titulaire subira une pénalité dont le montant est précisé dans l'article Pénalité du présent document.

Pour les prestations s'exécutant au moyen de bons de commande, ces derniers sont notifiés au titulaire par chaque établissement acheteur, chacun pour ce qui le concerne et au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commandes précisent :

- Nom du titulaire
- N° du marché public
- Date et n° du bon de commande
- Désignation et quantités des prestations/fournitures commandées
- Date ou délai d'exécution/livraison à compter de la date de notification du bon de commande
- Lieu d'exécution/livraison
- Prix des prestations/fournitures commandées

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire. Néanmoins, par dérogation à l'article 3.7.4 du CCAG, ils peuvent également être adressés à l'un des cotraitants, en revanche en cas d'observations à formuler sur un bon de commande, le cotraitant doit les transmettre aux mandataire, qui a seul qualité pour les formuler à l'établissement acheteur concerné.

11.2 – Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationales des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2001 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché. Le titulaire s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel selon la liste fournie à **l'annexe 02 du CCAP**.

Il est précisé que les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par les titulaires sortants. Le Pouvoir Adjudicateur n'étant pas à l'origine de ces informations, celui-ci ne saurait dès lors, engager sa responsabilité.

Avant le démarrage du marché, le Titulaire adressera à la Direction des Achats et des Ressources Matérielles du GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély, coordonnateur du groupement, la liste nominative et qualitative du personnel employé sur le site à compter de la date de début d'exécution des prestations. Cette liste sera tenue à jour trimestriellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période consécutive supérieure à quinze jours.

Cette liste devra préciser pour chaque agent :

- Son secteur d'intervention
- Le nombre d'heures qui lui est attribué
- Ses horaires de travail
- Les formations reçues
- Le cas échéant, le nombre d'heures d'insertion de l'agent

Les fiches de postes actualisées devront être fournies **au cours du premier mois d'exécution** du marché et à chaque changement.

Toute modification devra être immédiatement signalée par écrit au Pouvoir Adjudicateur. Outre la fiche de poste, le titulaire fournira une fiche de déroulement des tâches par agent, cette fiche devra mentionner les spécificités liées à chaque service.

Habilitations et vaccinations

D'une manière générale, tous les employés (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) devront satisfaire aux obligations sur les vaccinations obligatoires du personnel hospitalier.

L'intervention en milieu hospitalier pour l'ensemble des personnels sur ces sites rend la vaccination :

- Obligatoire pour DT Polio et Hépatite B
- Préconisée pour la grippe saisonnière

De plus, le titulaire s'engage à respecter les dispositions réglementaires relatives à la radioprotection des salariés et à la surveillance médicale.

Les vaccinations ci-dessus visées sont à la charge du titulaire. De plus, compte tenu de la spécificité du cadre de travail hospitalier, le directeur de l'établissement peut demander toute visite médicale ou vaccination qu'il estimerait souhaitable.

Sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire devra être en mesure de fournir les certificats d'aptitudes attestant ces habilitations.

11.3 – Stockage, emballage et transport

Il est fait application des dispositions de l'article 20 du CCAG.

11.4 - Livraison

Il est fait application des stipulations de l'article 21 du CCAG.

11.5 – Continuité de services

Le titulaire du marché est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations objet du marché, y compris en cas de grève de son personnel, sauf cas de force majeure reconnus par les juridictions administratives.

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, dans la mesure du possible, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments selon les fréquences établies en accord avec la personne publique.

En cas d'indisponibilité du matériel, le Titulaire s'engage à maintenir le service de nettoyage, dans des conditions conformes à la législation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service face à la défaillance temporaire ou définitive de son personnel ou tout autre événement conditionnant l'exécution de la prestation. Le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour palier la défaillance de son personnel.

En cas de défaillance du Titulaire non justifiée par un cas de force majeure, il peut être fait appel à un autre prestataire, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 22 du présent CCAP.

ARTICLE 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE

12-1 - Clauses d'insertion sociale

Le titulaire doit réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles :

- Périmètre de l'action à réaliser : lot 1 GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély Site de Saintes et Lot 2 GIP Blanchisserie Interhospitalière de Saintonge

- Profils de publics éligibles à la clause d'insertion :

Les personnes concernées par cette action sont les publics définis par l'article L. 5132-4 du code du travail relatif aux structures d'insertion par l'activité économique.

Concrètement, peuvent notamment être concernées les personnes relevant des catégories administratives suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de douze (12) mois d'inscription au chômage) ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (r.s.a.)
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapés (aah), de l'allocation d'invalidité (ai) ;
- Les jeunes de faible niveau de qualification ou sans expérience professionnelle ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif de l'insertion par l'activité économique (iae)
- Les demandeurs d'emploi de plus de cinquante (50) ans ;
- Les jeunes de moins de 26 ans diplômés mais sortis du système scolaire depuis plus de 6 mois ;

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé, de la mission locale (ML), de CAP emploi, de France Travail et toute autre structure de médiation concourant au Service Public de l'Emploi (article 1er de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi"

- Volume horaire d'insertion à la charge du titulaire :

Lot	
1	1000 heures annuelles
2	300 heures annuelles

L'objectif peut être global et atteint au terme du marché.

La non réalisation de ces heures entraînera l'application de pénalités définies à l'article 15 du présent CCAP.

- Coordonnées du facilitateur le cas échéant : Mme Fabienne GIMON, facilitatrice clauses insertion sur le territoire de la CDA de Saintes, Tel. 06 15 10 32 07, gimon.f@mlsaintonge.fr

Cette action d'insertion est mise en œuvre dans les conditions prévues à l'article 20.1 du CCAG.

12-2 - Clause environnementale générale

Les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché sont définies dans le CCTP. Elles reposent notamment sur l'utilisation des produits éco-labellisés ou ayant des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'écolabel européen dans les catégories de produits couverts par cet écolabel.

Le titulaire doit s'assurer de leur respect par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé dans l'article Pénalités du présent document.

ARTICLE 13 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Sans objet

ARTICLE 14 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 15 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Procédure d'application des pénalités

Les différents sites informent par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception le Titulaire des pénalités encourues ainsi que de leur montant, éventuellement à parfaire. L'émission de l'avis de somme à payer sera accompagné d'un courrier précisant les motifs ainsi que les dates concernées par le ou les événements indésirable(s) ayant entraîné(s) l'application des pénalités.

Le recouvrement des pénalités se fait par émission d'un Titre de recettes ou par déduction sur facture.

En effet, par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-FCS, les paiements effectués après décisions d'admission ne font pas obstacle à l'application des pénalités tout au long de la durée d'exécution du marché jusqu'au dernier paiement effectué dans le cadre de celui-ci. Les bons de commande ne donnent pas lieu à un règlement définitif de ce point de vue.

Concernant l'obligation de mettre en œuvre la clause d'insertion sociale, lorsque le Titulaire a informé le ou les sites concernés de difficultés dans sa mise en œuvre, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles le pouvoir adjudicateur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le Titulaire d'y recourir.

Pénalités relatives au lot 1 sous lot 2 avec obligation de résultat

Dans le cas de figure où la prestation est réalisée mais comporte des manquements ou non-conformités, le Site de Saintes se réserve le droit d'appliquer les pénalités ci-dessous.

En fin de période (fin de mois), le « système de contrôle » prévoit le calcul d'un indice de propreté général (IPG) dont la formule de calcul est mentionnée dans le C.C.T.P.

En fonction de la valeur de cet indice, une pénalité est appliquée au montant forfaitaire mensuel (HT) de la prestation de la zone considérée multiplié par le pourcentage défini dans ce tableau.

Les pénalités de base et complémentaires sont cumulatives et s'apprécient mensuellement au regard des moyennes par zone, selon le calcul suivant :

Qualité attendue	Qualité obtenue	Pénalité	% de pénalité appliqué au montant forfaitaire mensuel de la zone considérée
Zone 1 (objectif 65%)	0.85<IPG<1	Pénalité de base	1%
	IPG<0.85	Pénalité complémentaire	2%
Zone 2 (objectif 70%)	0.85<IPG<1	Pénalité de base	1%
	IPG<0.85	Pénalité complémentaire	2%
Zone 3 (objectif 75%)	0.85<IPG<1	Pénalité de base	1%
	IPG<0.85	Pénalité complémentaire	1%
Zone 4 (objectif 80%)	0.85<IPG<1	Pénalité de base	1%
	IPG<0.85	Pénalité complémentaire	2%

Pénalités relatives aux lots 1 (sous lot 1), 2 & 3 pour les prestations avec obligations de moyens

Les prestations de processus sont décrétées non conformes lorsque le résultat d'évaluation est inférieur à la note moyenne de 0.7.

En fonction de la valeur de la note, une pénalité est appliquée suivant les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous.

Le montant de la pénalité est égal au montant total (HT) de la prestation considérée (le bon de commande faisant foi, il s'agit du montant forfaitaire HT mensuel du local pour les lots 2 et 3) multiplié par le pourcentage défini dans le tableau ci-dessous :

Pénalités %	0	0,25	0,5	1	3	6	8
Note moyenne	1 à 0,70	0,69 à 0,65	0,64 à 0,60	0,59 à 0,55	0,54 à 0,50	0,49 à 0,45	0,44 à 0,40

Pénalités pour les évaluations de fréquences

En cas de défaillance, si la prestation prévue n'est pas réalisée à la fréquence prévue dans le marché, la pénalité applicable est égale à

2 € HT X le nombre de m² non réalisés X nombre de jours non réalisés
--

Fréquence	Seuil de déclenchement des pénalités
1 fois par jour	Aucun seuil
1 fois par semaine	2 jours après le jour prévu dans la semaine
1 fois par mois	1 semaine après le jour prévu dans le mois
Autre périodicité supérieure au mois	15 jours après la fin de la période prévue

Autres pénalités

En complément des stipulations précédentes, le Titulaire encourt les pénalités particulières suivantes :

Désignation du motif de l'application des indemnités / pénalités / réfections	Montant de l'unité
Travail non réalisé	40 € par pièce et par jour
Travail mal réalisé (note inférieure à 0,5 dans un local)	50 € par cas constaté (pièce) avec remise en état immédiate du local
Défaut d'entretien des locaux vestiaires	40 € par cas constaté
Défaut d'entretien des locaux déchets	40 € par cas constaté
Défaut d'entretien des locaux ménage occupés par le prestataire	100 € par cas constaté
Absence du titulaire à une réunion mensuelle de suivi	50 € par cas constaté
Absence du personnel d'encadrement qualifié	100 € par cas constaté et par jour

Absence de remise des documents exigés au début du marché ou pendant la durée du marché	150 € par cas constaté et par semaine
Absence de port du badge des agents du titulaire	50 € par cas constaté
Absence d'actualisation de la liste des produits d'entretien autorisés par le site ou de la liste du personnel du titulaire	30 € par cas constaté
Non-respect des conditions vestimentaires des agents de propreté ou Absence de tenue ou Tenue non identifiée	100 € par cas constaté
Absence de livraison / installation / mise en œuvre / disponibilité / bon fonctionnement des matériels, équipements et produits exigés	100 € par cas constaté et par semaine
Perte d'une clé	Coût de remplacement de la clé et de l'organigramme complet
Perte d'un passe	Coût de remplacement du passe et de l'organigramme complet par cas constaté (ainsi que des barillets et clés concernés par ce passe)
Perte du badge	Coût de remplacement intégral du badge
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique (définition matériel, produit, outils de contrôle...)	350 € par cas constaté
Non-respect du planning des prestations	50 € par cas constaté
Dans le cadre de prestations ponctuelles, non-respect des consignes données par la personne en charge au sein de l'établissement adhérent (horaires d'intervention, organisation de la prestation...)	300 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non agréés par l'établissement	500 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non conformes à la législation / réglementation en vigueur ou non étiquetés	500 € par cas constaté
Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé par l'établissement	500 € par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité	250 € par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	500 € par cas constaté
Etat d'ivresse ou emprise de stupéfiants	500 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement
Introduction d'un tiers non autorisé	500 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	1500 € H.T
Non transmission des données relatives au personnel à reprendre	250 € par cas constaté
Défaut de formation du personnel	200 € par cas constaté
Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques	1 000 € par cas constaté

Oubli de clefs sur la porte, porte non fermée à clef	50 € par cas constaté
Fenêtres laissées ouvertes	20 € par cas constaté
Intervention en dehors des heures contractuelles	50 € par cas constaté
Absence d'action corrective suite aux mails envoyés par le pouvoir adjudicateur	50 € HT / jour de retard
Non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur	10 € HT par cas constaté

Pénalités pour défaut d'insertion

En cas de non-respect des heures d'insertion, une pénalité de 60 € HT par heure d'insertion non effectuée sera appliquée.

Autres pénalités

En application des stipulations de l'article 5.2.3 du CCAG, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire se voit appliquer sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure une pénalité journalière de 100 € jusqu'à ce qu'il s'y mette en conformité.

En application de l'article 20.4 du CCAG relatif à la gestion des déchets, en cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets à la suite de la demande de l'établissement acheteur, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

En cas de méconnaissance des obligations issues de la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République sur les contrats de la commande publique, le titulaire se voit appliquer sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure une pénalité journalière de 100 € jusqu'à ce qu'il s'y mette en conformité.

ARTICLE 16 – GARANTIE

En complément des stipulations de l'article 33 du CCAG, les fournitures sont garanties par le titulaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison. Les fournitures qui ne peuvent être vérifiées au moment de la livraison pour des raisons de conditionnement ou d'hygiène sont retournées au titulaire si, au moment de leur utilisation, un vice de fabrication ou défaut de matière était découvert. En ce cas, les fournitures concernées seront remplacées immédiatement par le titulaire et à sa charge.

Le titulaire répond de la qualité des fournitures livrées. Il demeure responsable des avaries qui peuvent être commises par son personnel ou son transporteur.

Le titulaire s'engage en cas de défaillance du produit à un échange standard à ses frais.

ARTICLE 17 – PRIX

17.1 – Contenu des prix

Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires consentis dans le BPU appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

En application des stipulations de l'article 10.1.3. du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Toute clause portée dans des conditions générales de vente, catalogues, tarifs ou documentation quelconque du titulaire, et contraire aux dispositions des pièces contractuelles du présent marché public, est réputée non écrite.

17.2 – Marché comportant des prestations de maintenance

Sans objet.

17.3 – Révision des prix

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire ; ce mois est appelé " mois 0 ".

Les prix sont révisibles, annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, par application de la formule suivante :

Formule de révision des prix :

$$P = P0 (0.15 + 0.85(I/I_0))$$

P = prix révisé

P0 = prix initial

I = Dernière valeur connue du même indice au moment de la révision

I0 = Indice INSEE 010546132 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) – Services de nettoyage);

La date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres finales.

Index de référence : Indice INSEE 010546132 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) – Services de nettoyage)

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 3%, le Pouvoir Adjudicateur, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit :

- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché, sans indemnité, pour la partie non exécutée des prestations.

Escomptes

Le titulaire proposera un escompte pour paiement accéléré **sur l'annexe 01**. Le titulaire sera informé de l'acceptation de la proposition par l'établissement.

Le cas échéant, le montant de cet escompte sera déduit par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant lors du règlement de la facture conformément à ce qui a été indiqué par le titulaire du marché sur **l'annexe 01 du CCAP**.

Le titulaire transmet le BPU avec les prix révisés au plus tard 1 mois avant son application.

En application de l'article 10.2.3 du CCAG, lorsque les prix sont révisibles, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il revient au titulaire d'établir sa demande de paiement en y intégrant la révision des prix applicable.

17.4 – Conditions commerciales complémentaires

Sans objet

ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectue dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG, il est précisé les éléments suivants :

18.1 – Avances

18.1.1 - Taux et conditions de versement de l'avance

En application des articles L. 2191-3 et s. et R. 2191-3 et s. du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'une partie du marché public est sous-traitée, ce montant initial est diminué du montant des prestations confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu au paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur : à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises concerné, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur : du bon de commande
- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ayant un montant minimum

Les clauses du marché public relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

18.1.2 – Dispositions particulières

Dans le cas d'un marché public reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dans les conditions de l'article R. 2193-17 et s. du code de la commande publique.

18.1.3 – Garanties financières de l'avance

Sans objet.

18.2 – Mode de paiement

La remise de la demande de paiement du titulaire à l'établissement acheteur concerné se fait après l'admission des prestations.

En application des dispositions de l'article R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé et 30 jours pour les établissements sociaux et médico-sociaux, les groupements d'intérêt public et de coopération sanitaire à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'établissement acheteur concerné ou toute autre personne expressément habilitée par ce dernier à cet effet.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'établissement acheteur concerné ou, le cas échéant, par la personne expressément habilitée par ce dernier à cet effet. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le défaut de paiement par l'établissement acheteur concerné dans les délais ouvre, pour le titulaire du marché public ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai conformément aux dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 et s. du code de la commande publique.

Si le titulaire a proposé dans son offre un ou des escomptes sur le montant du marché public en fonction du ou des délais de paiement, l'établissement acheteur ne pourra prétendre au versement de l'escompte que pour les factures qu'il aura réglées dans ce ou ces délais. En cas de paiement dans un délai compris entre ce ou ces délais et le délai maximum fixé par la

réglementation, l'établissement acheteur perdra le bénéfice de l'escompte mais ne sera pas soumis à l'obligation de payer des intérêts moratoires.

Si le titulaire a proposé dans son offre un ou des escomptes sur le montant du marché public en fonction du ou des délais de paiement, l'établissement acheteur ne pourra prétendre au versement de l'escompte que pour les factures qu'il aura réglées dans ce ou ces délais. En cas de paiement dans un délai compris entre ce ou ces délais et le délai maximum fixé par la réglementation, l'établissement acheteur perdra le bénéfice de l'escompte mais ne sera pas soumis à l'obligation de payer des intérêts moratoires.

Lorsque le titulaire est tenu de transmettre ses demandes de paiement sous forme électronique, il doit déposer les factures sur le portail « Chorus Pro » en reprenant les éléments suivants :

- N° SIRET (cf. tableau ci-dessous)
- Code service destinataire (cf. tableau ci-dessous)
- Notion d'engagement (référence de la commande ou du marché public)

Chaque facture comporte :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- L'adresse du créancier
- Son numéro individuel d'identification (ex : SIRET)
- La désignation de l'établissement débiteur
- Le numéro du compte bancaire du créancier tel que précisé dans l'AE
- Le numéro du marché public
- Le numéro et la date du bon de commande, le cas échéant
- La date d'exécution des prestations
- Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires
- Le montant des révisions ou actualisations, le cas échéant
- Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- Le montant hors T.V.A.
- Le montant et le taux de T.V.A. légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant T.T.C.

Etablissement acheteur	Adresse	N° SIRET	Code service destinataire
GH SAINTES – SAINT-JEAN-D'ANGELY	CHORUS	261 700 025 003 39	NMED3
CH BOSCAMNANT	CHORUS	261 700 264 000 11	FACM_ACHAT
GIP BLANCHISSERIE	GIP Blanchisserie 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 17108 SAINTES cedex	130 006 661 000 16	/

Le paiement est effectué par virement bancaire.

Les modalités de financement sont les suivantes : ressources propres des établissements acheteurs, chacun pour ce qui les concerne.

ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

19.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'établissement acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'établissement acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

19.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'établissement acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'établissement acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'établissement acheteur ;
- les obligations de l'établissement acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;

- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application des stipulations du CCAG.

ARTICLE 20 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG.

ARTICLE 21 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Selon les stipulations de l'article 23 du CCAG et à condition que ces modifications ne changent l'objet du marché ou ne modifient substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre contractualisée du titulaire, il est précisé que :

Pendant l'exécution du marché, l'établissement acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'établissement acheteur.

En complément de l'article 23.2 du CCAG, lorsque l'établissement acheteur demande au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives dont le prix n'est pas prévu dans l'un des pièces contractuelles, l'ordre de service susmentionné fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par l'établissement acheteur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'établissement acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'établissement acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet. Lorsque l'établissement acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à l'ordre de service susmentionné lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière. Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'établissement acheteur, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

ARTICLE 22 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

22.1 – Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

En application des dispositions de l'article 24 du CCAG, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de

tout ou partie des prestations est prononcée par le coordonnateur du groupement de commande. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le coordonnateur du groupement de commande se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

22.2 – Clause de réexamen

En application des dispositions de l'article 25 du CCAG, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'établissement acheteur concerné d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'établissement acheteur concerné peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 23 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les stipulations de l'article 45 du CCAG, l'établissement acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 24 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation prévues par le code de la commande publique (notamment art. L2195-1 et s. et R2191-30 et s. et R2192-26) et le chapitre 7 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 25 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties au contrat s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des dispositions du présent marché public ou à l'exécution de ses prestations selon les dispositions de l'article L. 2197-1 et s. du code de la commande publique et les stipulations de l'article 46 du CCAG.

En cas de contentieux devant la juridiction administrative, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Poitiers, 15 Rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS

<i>Articles du CCAP dérogeant</i>	<i>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</i>
Article 6	Article 4.1
Article 11.1	Article 3.7.4
Article 15	Article 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3